

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 28 (1936)  
**Heft:** 5

**Artikel:** L'importance économique des pays danubiens  
**Autor:** Rikli, Erika  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-384051>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.11.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

grande importance économique, une sorte d'épreuve pour les forces démocratiques coalisées dans la lutte contre le fascisme et la réaction.

---

## L'importance économique des pays danubiens.

Par *Erika Rikli*.

La guerre mondiale a donné lieu à de très grandes transformations économiques. L'Europe, affaiblie par la guerre, vit son importance diminuer, tandis que d'autres continents, en particulier l'Amérique, surent s'assurer une très forte prépondérance dans les domaines les plus divers. La part de l'Europe au commerce mondial extérieur s'est rétrécie, bien que le nombre des Etats européens ait augmenté. Alors que cette proportion était encore de 61,2 pour cent en 1913, elle tomba à 55,7 pour cent en 1934. La production industrielle de l'Amérique a augmenté dans de plus fortes proportions que celle de l'Europe. Dans nombre de branches industrielles, les Etats-Unis occupent le premier rang; il suffit de songer au rôle que joue l'Amérique dans la production des automobiles. Une modification analogue s'est manifestée sur le marché du capital. De simple pays importateur de capitaux que l'Amérique était, il est devenu pendant et après la guerre un débiteur international de premier rang. La crise économique a affaibli les Etats-Unis, peut-être plus encore que les autres Etats européens, et cependant il n'est pas possible que l'avance économique de l'Amérique soit anéantie pour toujours; au contraire, il semble bien — abstraction faite des nouveaux troubles politiques en Europe — que l'importance des Etats-Unis va en s'accroissant.

L'Europe divisée contemple d'un œil jaloux la solidarité dont font preuve les Etats-Unis, leur entente politique et leur collaboration sur le terrain économique. Le morcellement de l'Europe a été encore accentué par le partage des terres après la guerre mondiale. En outre, des tentatives vers l'autarchie furent faites pendant la guerre, tentatives que l'on abandonna dans une certaine mesure durant les années d'après-guerre, mais qui se manifestent avec plus d'intensité à la suite de la crise économique.

La comparaison établie entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe donne lieu depuis des années à des plans visant à la création des Etats-Unis d'Europe, comme le plan pan-européen et nombre d'autres projets. Ces diverses propositions varient beaucoup entre elles quant au but et à la portée. Les unes envisagent

plus spécialement la collaboration politique, d'autres entrevoient surtout la collaboration économique; les unes entendent englober les possessions coloniales des puissances européennes, tandis que d'autres y renoncent. Divers plans excluent la Russie et l'Angleterre, tandis que d'autres préconisent la réunion de tous les Etats européens. Nombreux sont les plans qui économiquement ou politiquement sont contre d'autres groupes de pays prédominants, par exemple contre la puissance britannique, contre les Etats-Unis d'Amérique, contre le Japon, contre la Russie soviétique. Il en est cependant qui émanent d'un esprit nettement pacifique. Quoiqu'il en soit, tous ces plans et projets visent uniformément à l'entente européenne, à l'entraide. Jusqu'à ce jour ces tentatives sont restées à l'état de projet. Il en sera très probablement ainsi encore pendant quelques dizaines d'années. Les rivalités politiques et la crainte devant la concurrence économique s'opposent à l'union européenne.

Il a été à maintes reprises question de l'importation agricole dans ces nombreux projets. Au point de vue du ravitaillement en denrées alimentaires, il est indéniable que l'Europe dépend davantage des autres continents. Il est vrai que depuis des années les pays industriels s'efforcent de protéger leur propre agriculture de la concurrence d'outre-mer; cependant, les importations de denrées alimentaires de l'Europe ont augmenté. Alors qu'avant la guerre mondiale les Etats industriels couvraient une grande partie de leurs besoins en céréales en particulier en les important des pays agricoles européens, de l'Europe orientale et méridionale, ils ont désormais remplacé ces fournisseurs par les pays d'outre-mer qui livrent meilleur marché et moyennant des frais de transport beaucoup moins élevés. C'est pourquoi, on s'est demandé à plusieurs reprises déjà si les pays industriels d'Europe ne pourraient pas soutenir économiquement les pays agricoles de l'Europe orientale et méridionale et leur fournir ainsi des débouchés pour leurs produits. Hélas, tous les projets élaborés à ce sujet — il avait été prévu avant tout l'introduction de droits de faveur pour les céréales d'Europe — ont échoué devant la résistance des pays industriels, en particulier de l'Angleterre et des pays fournisseurs d'outre-mer.

Les pays européens méridionaux et orientaux se virent par conséquent contraints de chercher une solution entre eux. Cette collaboration en cercle restreint s'imposait d'autant plus que les pays intéressés représentaient en majeure partie les Etats de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Après la guerre mondiale, ces contrées, qui malgré leur divergence de races et de langues collaboraient étroitement au point de vue économique, furent déchiquetées et réparties en nombreux petits Etats sans que l'on tînt compte de la question économique.

## Le partage de l'Autriche-Hongrie.

	Etendue		Population en millions	Habitant par km <sup>2</sup>
	en milliers de km <sup>2</sup>	en ‰		
Autriche . . . . .	84	12,4	6,7	80
Hongrie . . . . .	93	13,7	8,0	86
Tchécoslovaquie . . . . .	140	20,8	13,6	97
Yougoslavie . . . . .	143	21,0	7,5	52
Roumanie . . . . .	113	16,7	6,2	55
Pologne . . . . .	81	11,9	7,7	95
Italie . . . . .	24	3,5	1,6	67
Ancienne Autriche-Hongrie . . . . .	678	100,0	51,3	76

Les Etats nés de la dissolution de l'Autriche-Hongrie et des Balkans.



Les lignes hâchurées indiquent l'ancienne frontière austro-hongroise.

L'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sont formées par les régions qui autrefois appartenaient à l'Autriche-Hongrie. Elles obtinrent les régions les plus peuplées. La contrée industrielle comptant le plus grand nombre d'habitants fut attribuée à la



Tchécoslovaquie, alors que les régions spécifiquement agricoles furent imparties à la Yougoslavie et à la Roumanie. La Yougoslavie obtint en outre la Serbie, le Montenegro et une partie de la Bulgarie. La Roumanie, qui autrefois ne disposait que de la moitié du territoire dont elle jouit actuellement, obtint la Bessarabie qui appartenait à la Russie avant la guerre. En outre, les frontières furent modifiées entre la Grèce et la Bulgarie en faveur de la Grèce. Les Etats qui succédèrent à l'Autriche-Hongrie et les Etats sud-orientaux recouvrent actuellement la superficie et la population suivantes:

	Superficie en km <sup>2</sup>	Population par mille habitants	Habitant par km <sup>2</sup>
Autriche . . . . .	83,857	6,763	81
Hongrie . . . . .	93,073	8,688	93
Tchécoslovaquie . . . . .	140,446	14,726	105
Yougoslavie . . . . .	247,542	13,934	56
Roumanie . . . . .	294,967	18,177	62
Bulgarie . . . . .	103,146	6,090	59
Grèce . . . . .	130,199	6,205	48
Au total	1,093,230	74,583	68

Alors qu'au début de la modification des frontières la collaboration économique existait encore, chaque Etat reprit peu à peu son indépendance. Les Etats ainsi formés cherchèrent de plus en plus à subvenir à leurs propres besoins, d'autant plus que leurs exportations de céréales et autres produits agricoles à destination des autres Etats européens furent presque complètement supprimées. La crise agricole ayant éclaté, la situation de ces pays déjà plus que précaire s'aggrava encore. N'ayant aucune perspective de pouvoir maintenir l'importance de leur production agricole, ils se virent contraints de fermer leurs frontières aux articles d'importation et à s'industrialiser. Le pourcentage des ouvriers dans l'industrie et les mines augmenta dans la plupart de ces Etats.

#### Ouvriers:

	Agriculture et forêts, pêche		Industrie et mines		Commerce et transport	
	vers 1920	vers 1930	vers 1920	vers 1930	vers 1920	vers 1930
en pour-cent de tous les ouvriers						
Autriche . . . . .	39,9	31,7	33,6	36,9	15,4	16,2
Hongrie . . . . .	58,2	55,7	20,1	21,6	9,5	8,7
Tchécoslovaquie . . . . .	40,5	38,3	37,5	37,4	10,1	12,2
Yougoslavie . . . . .	82,4	—	8,8	—	4,3	—
Bulgarie . . . . .	82,4	80,9	8,3	10,1	4,1	4,1
Grèce . . . . .	49,6	53,7	29,5	28,1	11,8	11,7

La Tchécoslovaquie fait une exception. En Grèce également, le pourcentage de la population industrielle a diminué. C'est plus tard seulement que la Grèce s'est industrialisée, mais elle progressa très rapidement. Ce fait explique le développement de la production industrielle, en particulier celle de l'industrie du textile.

*Indice de la production industrielle, total:*

	Autriche	Hongrie	Tchécoslovaquie 1929 = 100	Roumanie	Grèce
1924	68	—	76	60	—
1926	79	—	77	75	83
1928	98	98	96	94	98
1930	85	94	89	97	103
1932	64	77	64	88	101
1934	72	98	66	124	125
1935	80	111	70	114 *	139 **

*Production du textile:*

1926	86	87	81	—	79
1928	101	99	101	83	99
1930	93	100	91	106	110
1932	87	94	68	129	120
1934	111	129	76	169	153
1935	128	123	74	—	145 *

\* Premiers 6 mois, \*\* Premiers neuf mois.

A l'exception de la Tchécoslovaquie, la production de textiles est partout en progression depuis 1926. En considérant l'évolution de l'indice roumain et grec, on serait presque tenté de croire que ces pays jouissent d'un développement ininterrompu. Or, en réalité, l'industrie est loin de figurer au premier plan dans ces pays. La crise économique mondiale a entraîné la ruine de la production agraire. La restriction des devises qui entrave l'importation a contribué à développer l'industrie. Certains pays, en particulier la Grèce et la Yougoslavie, disposent d'importantes matières premières. La Grèce s'efforce actuellement d'encourager la culture du coton, afin de faire face à ses besoins pour l'industrie du textile.

La Tchécoslovaquie n'a pas participé à cette vague d'industrialisation. Elle est déjà de par elle-même un pays spécifiquement industriel et souffre beaucoup des répercussions de ce nouvel état de choses. On assiste là au développement contraire. La Tchécoslovaquie s'efforce de développer son agriculture et de fermer ses frontières aux produits agraires de l'étranger. Son ravitaillement en céréales par ses propres moyens a rapidement progressé au cours des dernières années.

*Importation et exportation des céréales par 1000 tonnes:*

	Importation		Exportation	
	1928/29	1934/35	1928/29	1934/35
Autriche . . . . .	2,202	2,178	1	—
Hongrie . . . . .	—	—	3,755	2,960
Tchécoslovaquie . . . . .	2,234	385	7	2
Yougoslavie . . . . .	—	1	2,368	1,134
Roumanie . . . . .	—	2	183	1,151
Bulgarie . . . . .	?	—	?	100
Grèce . . . . .	5,555	3,939	—	—
L'ensemble des régions	9,991	6,505	6,314	5,347

Les pays importateurs de céréales ont limité leurs importations, en particulier la Tchécoslovaquie. D'autre part, les exportations des autres Etats ont diminué. Les chiffres d'exportations reculèrent très fortement en Hongrie et en Yougoslavie, tandis qu'ils augmentaient plutôt en Roumanie.

Malgré la suppression successive de l'ancienne répartition du travail, le trafic commercial de ces pays est encore très important. En 1933, le tiers des exportations de l'Autriche fut encore destiné aux pays danubiens, le 40 pour cent environ de celles de la Hongrie et de la Yougoslavie, tandis que les chiffres correspondants pour la Tchécoslovaquie et la Roumanie furent respectivement de 23 et 18. La Bulgarie et la Grèce sont en contact moins étroit avec les pays danubiens. Ces pays travaillent passablement avec l'Allemagne. En 1933, le 38 pour cent des importations bulgares provenaient de l'Allemagne. La participation des Etats intéressés surtout au point de vue politique, la France et l'Italie, est sensiblement plus restreinte. L'Italie est particulièrement en relation avec la Yougoslavie (le 21 $\frac{1}{2}$  pour cent des exportations yougoslaves en 1933 fut destiné à l'Italie) et la France avec la Roumanie. D'une manière générale, le commerce extérieur joue un rôle assez peu important pour ces pays. En 1934, l'importation et l'exportation en Reichsmarks a été par tête d'habitant :

	Impor- tation	Expor- tation		Impor- tation	Expor- tation
Autriche . . . . .	82	62	Roumanie . . . . .	17	18
Hongrie . . . . .	20	23	Bulgarie . . . . .	11	13
Tchécoslovaquie . . . . .	44	51	Grèce . . . . .	32	20
Yougoslavie . . . . .	14	15	Suisse . . . . .	277	161

Le commerce extérieur n'a une certaine importance qu'en Autriche et en Tchécoslovaquie.

Afin de pouvoir juger des possibilités d'échange réciproques, il convient de diviser l'ensemble du commerce extérieur par groupes de produits principaux. En 1933, les importations de denrées alimentaires en Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie et Grèce s'élevaient à 609 millions de francs suisses, les exportations à 686 millions, l'importation de matières premières et produits semi-fabriqués à 1,181 millions, les exportations à 1,054 millions; pour les articles fabriqués, les importations ont été de 1,396 millions et les exportations de 1,160 millions de francs. Ainsi donc le total des exportations de denrées alimentaires a dépassé celui des importations, par contre les importations de matières premières, articles semi-fabriqués et articles terminés dépassent les exportations. Il est peu probable que les Etats d'Europe sud-orientale puissent subsister s'ils ne sont pas à même de placer leurs produits agricoles dans les autres pays européens et d'outre-mer. Ces chiffres prouvent néanmoins que ces pays peuvent s'entr'aider dans une large mesure. En particulier,



les difficultés que rencontrent les industries d'exportation tchèques et autrichiennes pourraient-elles être surmontées en encourageant leurs relations mutuelles?

Ces faits expliquent pourquoi la plupart des plans élaborés en vue d'une collaboration des pays de l'Europe orientale émanent principalement des pays industriels tels que l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Il est vrai que très souvent ces propositions dissimulent un but politique, à savoir la restauration sous une forme ou l'autre de l'ancien empire austro-hongrois. De toute manière la collaboration entre ces pays est d'une nécessité économique indéniable. Les autres pays, en particulier ceux qui ont l'intention d'encourager seulement le développement de l'industrie, voient ces projets d'un œil moins favorable. Le renforcement des relations commerciales internationales est combattu également par certains groupes de métiers des pays industriels, surtout par le parti agraire tchèque qui est très bien organisé et qui s'oppose au développement de l'importation des produits agricoles.

Les Etats agricoles se sont bornés à présenter leurs propres revendications en de nombreuses conférences et à exposer leurs désirs au cours de sessions de la Société des Nations, lors de la Conférence agricole internationale à Rome en 1931 et de la conférence de Stresa. A l'occasion de cette dernière conférence, les Etats industriels d'Europe préconisèrent des facilités d'importation pour les pays de l'Europe sud-orientale. Or, ces décisions n'ont pas été mises en pratique.

La collaboration du reste de l'Europe avec ces Etats n'est nullement une impossibilité économique. Il est vrai que les Etats industriels n'ont aucun intérêt à une augmentation des importations de produits agricoles de l'Europe sud-orientale; cependant, s'ils découvrent en même temps dans ces pays de nouveaux débouchés pour leurs anciennes industries et des possibilités d'exporter des capitaux, ils accepteront volontiers les désavantages des droits de douane privilégiés. L'Europe sud-orientale souffre d'un *manque de capitaux*, sa production agricole est très retardée et pourrait être sensiblement améliorée grâce à des investissements. Le développement de l'industrie auquel se consacrent ces pays depuis quelques années, échouera probablement également faute de capitaux.

La question de l'octroi de crédits en faveur des pays européens sud-orientaux a été soulevée maintes fois au cours de conférences internationales. La France en tant que pays exportateur de capitaux s'est spécialement intéressée à ce projet. En 1931, la Société des Nations a élaboré une convention pour des crédits hypothécaires agricoles, laquelle ne fut jamais ratifiée et resta ainsi sans effet. On a craint sans doute que les crédits ainsi accordés contribuent à activer le développement de l'industrie et à favoriser la concurrence. Or, jusqu'ici, on ne saurait parler de concurrence,



car il s'agit en général de la transformation en produits industriels de produits agricoles et alimentaires. Il est certain que l'industrie du textile se ressent déjà de la concurrence; mais aussi longtemps que l'Europe sud-orientale ne sera pas outillée pour la fabrication des machines, les pays industriels d'Europe auront tout à gagner de l'industrialisation de ces contrées.

\*

Les intérêts de la Suisse sont assez étroitement liés avec ceux des Etats du Danube. Un dixième environ de notre commerce extérieur concerne ces pays. En 1935, les importations et exportations se sont élevées:

	Importation		Exportation	
	par 1000 fr.	en %	par 1000 fr.	en %
Autriche . . . . .	28,963	2,3	21,969	2,7
Hongrie . . . . .	17,457	1,4	10,584	1,3
Tchécoslovaquie . . . . .	39,863	3,1	23,886	2,9
Yougoslavie . . . . .	10,129	0,8	7,941	1,0
Roumanie . . . . .	36,156	2,8	10,981	1,3
Bulgarie . . . . .	4,488	0,4	4,856	0,6
Grèce . . . . .	2,708	0,2	2,963	0,4
Ensemble du territoire	139,764	11,0	83,180	10,2

La Hongrie et la Roumanie nous fournissent des céréales, la Hongrie nous livre presque exclusivement du blé et la Roumanie surtout de l'orge. La Yougoslavie du maïs. La Bulgarie et la Yougoslavie occupent le premier rang pour la livraison des œufs en Suisse. A part le vin et les raisins de Corinthe, la Suisse importe du tabac brut en grandes quantités de la Grèce. L'Autriche comme aussi la Yougoslavie livrent principalement du bois à la Suisse. La Tchécoslovaquie fournit le malz et le houblon. Au cours des dernières années, les livraisons de résidus de pétrole et de benzine depuis la Roumanie ont fortement augmenté. L'importation de produits fabriqués joue par contre un rôle secondaire; elle est de quelque importance seulement en Tchécoslovaquie et en Autriche. Alors que la Suisse importe du papier, du fil et des tissus de coton de l'Autriche, la Tchécoslovaquie lui livre du sucre, de la verrerie et de la coutellerie.

Parmi les produits que nous exportons à destination de ces pays, dominant les couleurs dérivées de l'aniline, les machines, les articles en coton et la soie artificielle. En outre, nous exportons pour de forts montants des montres en Hongrie et en Tchécoslovaquie. L'industrialisation qui s'est faite dans ces pays, comme nous l'avons vu plus haut, n'est pas sans avoir eu de répercussion sur les exportations suisses. Alors que depuis quelques années l'exportation de machines et accessoires pour les machines augmentait, celle des fils et des tissus de coton est restée pour ainsi dire inchangée.

### *Exportation suisse:*

	Fil et tissus de coton					Machines et accessoires pour machines				
	1930	1931	1932	1933	1934	1930	1931	1932	1933	1934
	en millions de francs									
Autriche . . . . .	8,1	7,1	4,3	6,6	5,8	3,0	1,8	0,9	0,8	1,2
Hongrie . . . . .	2,9	1,7	1,7	1,1	0,9	1,5	0,4	0,7	0,6	0,9
Tchécoslovaquie . . . . .	6,4	4,7	2,4	2,2	1,6	4,3	3,1	1,4	0,8	1,4
Yougoslavie . . . . .	1,0	1,0	0,7	0,8	0,5	1,5	2,9	0,8	0,6	1,0
Roumanie . . . . .	1,3	0,7	0,6	1,3	1,8	4,9	2,6	0,1	2,4	2,4
Bulgarie . . . . .	0,6	0,6	0,6	1,0	1,3	0,3	0,5	0,2	0,1	0,2
Grèce . . . . .	0,7	0,5	0,2	0,2	0,3	0,9	1,3	0,6	0,4	0,4
Ensemble du territ.	21,0	16,3	10,5	13,2	12,2	16,4	12,6	4,7	5,7	7,5

De 1932 à 1934, les exportations suisses de fil de coton et de tissus de coton ont augmenté de 16 pour cent, celles des machines et pièces de machines de 60 pour cent.

La Suisse joue également un rôle prépondérant dans l'importation et l'exportation des pays danubiens. Exprimé en pour-cent de l'importation et de l'exportation de ces pays, le commerce extérieur avec la Suisse a été en 1933 de:

	Importation	Exportation
	en pour-cent	
Autriche . . . . .	3,4	8,2
Hongrie . . . . .	1,8	5,2
Tchécoslovaquie . . . . .	2,8	4,5
Yougoslavie . . . . .	2,5	3,3
Roumanie . . . . .	2,9	0,6
Bulgarie . . . . .	6,9	5,2

Ainsi donc les intérêts économiques de la Suisse sont très étroitement liés à ceux des pays danubiens. Le développement d'une collaboration européenne ne pourrait présenter que des avantages pour la Suisse, car elle aurait tout avantage à répartir le travail en tenant compte des intérêts de ses exportations.

## La Belgique est en voie de surmonter la crise.

Par *Max Weber*.

Il y a une année encore, la Belgique était le compagnon d'infortune de la Hollande, de la France et de la Suisse, c'est-à-dire qu'à l'exemple de ces pays, elle souffrait de la déflation. Ne pouvant pas s'appuyer sur une agriculture aussi forte que celle de la France, et ne disposant pas de richesses aussi grandes que la Hollande et la Suisse, ses réserves furent plus rapidement épuisées que celles de ces pays et elle atteignit plus vite aussi le moment où il lui fut impossible de persévérer sur la voie suivie jusque là.

En mars 1935, la baisse du cours du franc belge mit un terme à la déflation. A cette même époque, la Belgique eut la chance